



VILLE DU SOIN, VILLE DU LIEN ?

La mixité sociale à l'école fait ses preuves

Toulouse et Paris mènent des expérimentations pour lutter contre la ségrégation scolaire, avec des résultats encourageants

Moi, je veux que mes enfants sortent de la cité, je trouve important qu'ils se confrontent à d'autres cultures, qu'ils fréquentent des jeunes qui ne leur ressemblent pas. Ici, dans le quartier, il y a une forte concentration de personnes issues de l'immigration, ce n'est pas bon», s'agace Zaïma Hamdaoui. Elle habite le Grand Mirail, un quartier prioritaire du sud-ouest de Toulouse. Alors quand, en 2016, le département de la Haute-Garonne expose son projet de revoir la carte scolaire pour améliorer la mixité sociale, cette mère de deux adolescentes accueille la nouvelle avec enthousiasme.

La capitale de l'Occitanie n'est pas la seule ville de France concernée par la ségrégation scolaire. Ce phénomène touche l'ensemble du territoire. D'après un rapport du Centre national d'étude des systèmes scolaires (Cnesco) de 2015, « 10 % des élèves fréquentent un établissement qui accueille au moins 63 % d'élèves issus de milieux socialement très défavorisés ». Ce manque de mixité s'explique en partie par la carte scolaire, qui veut que les élèves soient scolarisés non loin de chez eux – ce qui, dans un contexte de forte ségrégation urbaine, renforce la ghettoïsation de certains établissements.

Forts de ce constat, une vingtaine de territoires, dont les départements de la Haute-Garonne et de Paris, ont entrepris des expérimentations dont les modalités diffèrent, mais qui ont la même ambition : permettre à des enfants de classes sociales différentes de se côtoyer dans une même école et, ainsi, de créer du lien. « Il en va de l'unité de notre République. En favorisant la mixité dans les classes et les établissements, on lutte contre les inégalités, on favorise la réussite scolaire et l'on restaure l'ascenseur social. C'est un outil d'intégration », assure Georges Méric, président du conseil départemental de la Haute-Garonne.

La Ville de Paris, où les collèges apparaissent comme les plus ségrégués de France – la proportion d'élèves issus de catégories socio-professionnelles défavorisées varie de 0 % à 61 % –, a, quant à elle, fait le choix de revoir les règles d'affectation de six collèges des 18^e et 19^e

arrondissements, proches géographiquement mais très contrastés dans leur composition sociale. « La capitale concentre, sur un territoire relativement étroit, une population socialement diverse avec une forte ségrégation résidentielle. Deux collèges situés à quelques mètres peuvent

avoir un recrutement social très différent », remarque Julien Grenet, directeur de recherche au CNRS et codirecteur adjoint de l'Institut des politiques publiques (IPP). Les six collèges impliqués depuis la rentrée 2017 dans l'expérimentation ont été réunis deux par deux en trois secteurs (collèges Antoine-Coysevox-Hector-Berlioz, Henri-Bergson-Edouard-Pailleron, Marie-Curie-Gérard-Philippe). Les élèves sont affectés dans un des deux établissements du secteur dont ils dépendent, selon une procédure propre à chaque secteur.

Dans les deux villes, quel que soit le dispositif retenu, le bilan est jugé plutôt positif. A Toulouse, les élèves du Mirail scolarisés en centre-ville obtiennent un meilleur taux de réussite au brevet – 63 % contre 50 % en moyenne dans les collèges de leur lieu de résidence, classés en réseaux d'éducation prioritaire renforcée ou REP + – et affichent des choix d'orientation plus ambitieux.

A Paris, « au bout de trois ans, rentrées 2017 à 2019, deux des trois secteurs ont atteint leur objectif de mixité sociale. Dans le troisième secteur, après des résultats initialement décevants, les écarts de composition sociale entre les deux collèges ont commencé à se résorber et l'évitement vers le privé a reculé », peut-on lire dans un rapport d'évaluation de l'IPP publié en 2021. Pour le reste, notamment les effets sur la confiance en soi, le fatalisme social ou encore le climat scolaire, il faudra attendre un peu. Une étude est en cours, dont les résultats sont attendus en 2023.

Aujourd'hui louées, ces initiatives se sont initialement heurtées à des résistances parfois farouches. « L'idée d'envoyer des élèves de 6^e loin de chez nous, cela n'avait rien d'évident. Ici, tout le monde se connaît, on se sent en sécurité. Les enfants sont dans un cocon, ils n'ont même pas besoin d'aller à la cantine », témoigne Zaïma Hamdaoui. A cela s'ajoute la peur





de la stigmatisation.

Lever les craintes

« Les clichés qui circulent sur les jeunes de cité sont nombreux, certaines personnes ont peur que leurs enfants ne soient rejetés », poursuit la mère d'élèves. Un avis que partage Hakima Nemri, également habitante du Grand Mirail, dont la fille, en 5^e dans un collège du centre de Toulouse, a eu du mal à s'acclimater à son nouvel environnement : « En 6^e, elle n'avait pas de copines, elle se sentait à l'écart. On lui demandait d'où elle venait, on l'interrogeait sur ses origines. Elle ne comprenait pas. Ce genre de questions ne se posent pas dans les quartiers. »

Quant aux familles des collèges favorisés, à Toulouse comme à Paris, beaucoup ont vu l'arrivée de ces élèves des quartiers d'un très mauvais œil. « Certains parents ont eu des réactions totalement disproportionnées. Pendant plusieurs mois, on a assisté à une véritable guerre de tranchées. Les réunions étaient

hypertendues », se souvient Sylvaine Baehrel, vice-présidente du Collectif apprendre ensemble, qui regroupe des parents du 18^e arrondissement de Paris, et membre de la FCPE 75. Parmi les arguments avancés : la baisse du niveau scolaire et les problèmes d'insécurité. « Pour ces parents, les gamins de cité sont forcément des délinquants, alors qu'il s'agit de 6^e, c'est-à-dire d'enfants de 11-12 ans », rappelle Zaïma Hamdaoui.

Pour lever les craintes et convaincre que « tout le monde a à gagner à plus de mixité sociale », le conseil départemental de la Haute-Garonne a organisé plus de cent trente réunions. « Au début, cela a été un peu sportif, admet Georges Méric. Il a fallu parfois faire des compromis, mais on a réussi. » A Paris également, le climat s'est apaisé. « Les phases de transition sont toujours compliquées, mais une fois que les choses sont mises en place, les tensions retombent », analyse Julien Grenet.

Complicé, ça l'a surtout été pour les parents. « C'est à eux que la mixité sociale pose problème. Pour les élèves, ce n'est pas un sujet », note Isabelle Bertolino, doctorante en éducation à l'université Toulouse-Jean-Jaurès et coautrice d'un rapport d'évaluation du dispositif toulousain. Pour preuve, « les enfants se sont très vite mélangés au collège mais aussi à l'extérieur. Aujourd'hui, ils s'invitent les uns chez les autres », confirme Zaïma Hamdaoui. ■

ISABELLE DAUTRESME

« C'est aux parents que la mixité sociale pose problème. Pour les élèves, ce n'est pas un sujet »

ISABELLE BERTOLINO

doctorante en éducation à l'université Toulouse-Jean-Jaurès et coautrice d'un rapport d'évaluation du dispositif toulousain





Deux collégiennes rentrent chez elles, dans la cité du Mirail, après une journée au collège, dans le centre de Toulouse. VALENTINE CHAPUIS/AFP

